



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 25 mai 2020

Non aux licenciements, répartition du travail entre tous !

Après la menace du Covid-19, voilà celle des fermetures d'usines et des licenciements, et pour celle-là, il n'y a aucune protection à attendre de l'État ! Renault en est le symbole.

Le constructeur automobile a tiré le premier coup de canon de l'offensive en menaçant de fermer quatre usines, dont celle de Flins qui fait travailler 4 000 personnes et des dizaines de fournisseurs et sous-traitants. Et on a compris, par la bouche du ministre de l'Économie, que l'État qui détient 15 % du capital « *n'exigera pas le maintien de l'emploi* » !

Qu'un groupe comme Renault décide, avec la complicité du gouvernement, de fermer des usines et de licencier des milliers de salariés montre que personne n'est à l'abri. Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Air France, Airbus et ses sous-traitants comme Daher ou Derichebourg Aéronautique..., la liste déjà longue des entreprises qui restructurent et licencient va s'allonger de jour en jour.

Dans cette guerre féroce qu'est le capitalisme, la crise est toujours l'occasion pour les capitalistes les plus puissants d'avaloir les plus faibles et de resserrer l'étau sur les sous-traitants et les fournisseurs. Et surtout, elle est toujours le prétexte et un moyen de chantage pour imposer des sacrifices supplémentaires aux travailleurs.

Alors, contrairement au Covid-19, l'épidémie de fermetures et de licenciements n'a rien de naturel. Ce sont des choix de classe : pour ses profits, la grande bourgeoisie est prête à faire crever les travailleurs. Nous ne devons pas l'accepter !

Lutter contre ces licenciements est une question vitale pour le monde du travail et pour toute la société. Dans le contexte de crise actuelle, personne ne peut sérieusement envisager trouver un autre gagne-pain. Alors, perdre son emploi est une condamnation à la pauvreté et à la déchéance.

Parmi les ouvriers licenciés ces dernières années, beaucoup ont tenté de se mettre à leur compte. Certains se sont faits chauffeurs de VTC, d'autres ont créé leur petit restaurant. Combien sont-ils aujourd'hui à se retrouver sans revenu et endettés jusqu'au cou ? Quant à ceux devenus intérimaires, ils ont été les premiers à devoir faire la queue à l'aide alimentaire pour nourrir leur famille.

Alors, il en va des emplois comme de la santé, il faut en faire la priorité de la société : pas un ouvrier, pas un employé, pas un intérimaire ou un contractuel ne doit perdre son emploi et le salaire qui lui permet de vivre !

Face à l'effondrement des commandes et de l'activité, il faut répartir le travail entre tous. Si l'activité est réduite, les cadences et le temps de travail doivent baisser avec les salaires maintenus intégralement. Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous !

Cela a un coût ? Oui, mais l'an dernier, les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé 80 milliards d'euros de profits. Soit l'équivalent de plus de deux millions d'emplois payés 1800 euros mensuels, cotisations incluses. Alors, que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent !

Même Renault, dont Le Maire nous dit qu'il « *joue sa survie* », a de quoi payer. Le groupe a défrayé la chronique en février en annonçant une perte de 140 millions. Mais ces dix dernières années, il a accumulé 24 milliards de profits tirés de l'exploitation du travail de l'ensemble des salariés, de l'ouvrier intérimaire à l'ingénieur.

Les profits passés et présents, les fortunes des actionnaires doivent servir à maintenir les emplois et les salaires. Et c'est vrai aussi de l'argent public.

Durant le confinement, l'État a garanti les affaires des actionnaires et des capitalistes à coups de dizaines de milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel à 12 millions de salariés. Il va continuer de l'aider au travers de différents plans de relance. Il prévoit de prêter sept milliards à Air France et cinq milliards à Renault. Eh bien, il faut que l'argent public garantisse les emplois et les salaires des travailleurs, y compris des plus petites entreprises !

Ce serait impossible car contraire à la compétitivité et aux règles capitalistes ? Mais ces règles ne servent qu'à enrichir une minorité, à détruire les emplois et condamner les travailleurs à la misère. Elles transforment tout en source de profit et soumettent les services publics et les hôpitaux à la course à la rentabilité, avec le désastre sanitaire que l'on sait. C'est encore en leur nom que le capitalisme détruit la planète à petit feu.

Du point de vue des travailleurs et de leur survie, la répartition du travail entre tous sans perte de salaire est la seule réponse réaliste. Si nous ne voulons pas être condamnés à vivre des miettes d'une société en crise, il nous faudra l'imposer !

Le sauna, non merci

Aux Montages, si les postes sont rapprochés, on doit travailler avec masque et visière. Résultat : dès qu'on bouge, on est en sueur. Une seule solution : ne pas trop bouger.

Il faut du monde pour que ça tourne

Cette semaine, alors que 400 intérimaires qui travaillaient avec nous n'ont pas été repris, l'usine a redémarré en 2x8, avec même la reprise de la nuit au DV à partir de mercredi. Et comme plus de 200 autres ouvriers sont encore confinés pour raison de santé ou pour garder leurs enfants, beaucoup de postes de travail n'ont pas de titulaires. Et il faudrait courir d'un poste à l'autre, en étouffant sous le masque !

Si PSA veut des moteurs, nous on a besoin de respirer.

Le protocole, c'est quand ça les arrange

Avec le sous-effectif organisé, on se retrouve souvent, en plus de tenir notre poste, à travailler avec un collègue sur le poste d'à côté.

Autant dire que dans ces conditions, le nettoyage des outils dès qu'ils changent de main n'est pas respecté. À moins qu'on affirme avec force que notre santé passe avant les chiffres de production.

Indigeste !

Le protocole Covid prévoit des distances entre nous pour éviter le risque de contagion. Mais à l'heure des repas, les aires d'UEP étant trop petites, certains mangent au milieu de l'atelier. Ça donne vraiment envie de bouffer du patron !

Eux aussi, ils peuvent attendre

On est à la fin du mois de mai, et les bulletins de salaires d'avril ne sont pas encore dans les boîtes aux lettres.

Et si au boulot on prenait notre temps de la même manière que le patron ?

Il s'en lave les mains

D'après PSA, ce ne sera pas la peine que les ouvriers se lavent les mains toutes les heures, car on travaille tous avec des gants. Ah bon ? Il a l'intention de laver nos gants toutes les heures ?

EPI quoi encore ?

On nous parle de reprise progressive, mais la cadence augmente sans cesse et sera bientôt comme avant, mais avec les nouveaux EPI et les contraintes sanitaires en plus.

Leur monde d'après c'est le même que le monde d'avant, celui du profit avant tout. Il faudra le changer.

Toujours un train de retard

Le gouvernement a dit cette semaine : « Vous pourrez partir en vacances cet été, vous pouvez faire vos réservations. » Bonne nouvelle, sauf qu'à PSA, ça ne se passera pas comme ça puisque le patron n'est pas fichu de nous donner des dates.

Déjà que le gouvernement est nul question anticipation, mais PSA joue carrément hors catégorie.

Tour de passe-passe

Sans doute pour éviter le scandale PSA ne versera pas les 1,1 milliard de dividendes ordinaires prévus aux actionnaires. Mais le versement extraordinaire qui est prévu avec la fusion avec Fiat, ils n'en parlent pas. Pourtant il correspond à 46 % des actions de Faurecia, soit plus de 1,5 milliard à ce jour !

D'un côté ils font semblant de faire un geste, mais de l'autre l'argent continue de couler à flot.

Non à la paye au rabais !

Depuis le 11 mai, nous ne sommes plus payés à 100 % mais à 84 %, au tarif du chômage partiel.

Le loyer, les prix dans les supermarchés, les transports, n'ont évidemment pas baissé dans la même mesure. Bien au contraire, fruits et légumes ont augmenté, et puis c'est sans compter les frais supplémentaires dus à l'épidémie, pour acheter masques et gel. Alors le salaire, au minimum, cela doit être à 100 %.

Se préparer à la guerre contre les patrons

L'annonce par Renault de la fermeture programmée de 4 usines, dont Flins, est une déclaration de guerre du grand patronat à tous les travailleurs.

Les capitalistes annoncent la couleur : pour maintenir leurs profits dans la crise amplifiée par l'épidémie, ils vont fermer des usines et réduire nombre d'entre nous au chômage. Et il ne fait aucun doute que l'annonce de Renault, dont l'État est actionnaire, est un top départ à de nombreux patrons pour lancer des projets tout aussi crapuleux.

À Renault, à PSA, partout, les travailleurs devront se préparer à contre-attaquer. Aux patrons de payer leur crise, pas à nous. Aux patrons de maintenir tous les emplois en puisant sur les profits accumulés.

Ne jamais les écouter !

Des travailleurs de PSA Aulnay ont été mutés à Flins en leur faisant croire que leur avenir était assuré.

Et aujourd'hui, se profile l'annonce de l'arrêt de la production à Flins. Les patrons défendent leurs intérêts, jamais les nôtres. Souvenons-nous en et serrons-nous les coudes entre travailleurs.